

Gordon Johnstone, porte-parole de la Maison Blanche, ajoutant que Pyongyang devait se soumettre à un examen conservateur réexaminant les projets de rapprochement appliqués par ses deux prédécesseurs libé-

taillère de Kaesong, qui a promis de réexaminer les projets de rapprochement de l'Alliance Nord-Sud, où sont implantées une quarantaine de sociétés du Sud, employant

un pays pauvre, dépeint et rongé par la pauvreté de 23 millions d'habitants •

Maha Al-Cherhbi

OTAN. Les dirigeants de l'organisation atlantique se réunissent à partir de ce mercredi à Bucarest. Un sommet notament centré sur deux questions délicates : l'Afghanistan et l'élargissement de l'Alliance.

Mutations et nouveaux défis

**Bucarest,
De notre envoyée spéciale —
Aïcha Abdel-Ghaffar**

C'EST CE MERCREDI que s'ouvre à Bucarest le sommet des chefs d'Etat et de gouvernements de 26 pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), avec la participation de représentants des principales institutions internationales. Cette fois-ci, la rencontre s'annonce difficile vu les sujets hautement sensibles qui doivent y être discutés : les interventions de l'Otan au Kosovo et en Afghanistan, l'élargissement de l'Alliance, l'aide de l'Otan aux missions de l'Union africaine, les relations Otan-Russie, Otan-Ukraine, le partenariat stratégique Otan-UE, les relations avec d'autres organisations internationales ainsi que les moyens de répondre aux défis nouveaux en matière de sécurité.

Concernant l'Afghanistan, les dirigeants de l'Otan se verront obligés de justifier le maintien de leurs troupes dans ce pays et de mettre une sourdine à leurs divergences sur les renforts militaires indispensables face à la combativité des Talibans. Les 26 alliés doivent adopter une « déclaration » édictant les objectifs de l'Alliance pour les cinq prochaines années dans ce pays,

alors qu'une trentaine de soldats de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) sont déjà morts en 2008.

L'Isaf est aujourd'hui forte de 47 000 hommes de 39 pays, et devrait rapidement passer à 50 000, grâce aux renforts promis par 11 pays. Les chefs militaires les jugent cependant encore insuffisants devant l'insécurité que font régner les Talibans par leurs coups de main et leurs attentats, même s'ils ne sont pas en mesure de remporter des victoires significatives.

Selon un diplomate, cette déclaration n'est pas un document convenu de plus mais « réaffirme l'engagement » à moyen terme de tous les alliés, rappelant pourquoi ils sont présents en Afghanistan, sous mandat de l'Onu. Les dirigeants alliés devraient souligner selon ce diplomate l'importance d'« une coordination améliorée entre l'Onu, l'Union européenne et l'Otan », démontrant sous le nom d'« approche globale » un soutien unanime international à la reconstruction de l'Afghanistan. Une priorité illustrée par la réunion spéciale sur l'Afghanistan qu'auront, en marge du sommet, les dirigeants alliés avec ceux des 13 pays non membres de l'Otan contribuant à l'Isaf plus le Japon, le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, et son nouveau représentant à

Kaboul, Kai Eide.

La question de l'élargissement se verra, elle aussi, accorder une attention prioritaire puisque des invitations à l'adhésion seront probablement lancées lors du sommet. Ce domaine d'intérêt montre qu'un nombre croissant de pays euro-atlantiques considèrent l'alliance comme une plate-forme essentielle où le consensus politique sur les questions transatlantiques en matière de politique et de sécurité peut être traduit en actions concrètes.

Cependant, il existe des différends sur la candidature de la Géorgie et de l'Ukraine, à laquelle Moscou s'oppose. Ces deux ex-Républiques soviétiques espèrent au grand dam de Moscou être invitées à l'occasion du sommet de l'Alliance à Bucarest à rejoindre le plan d'action en vue de l'adhésion, dernière étape avant l'adhésion. Cette expansion de l'Otan dans l'ancienne sphère d'influence de la Russie, associée au projet de bouclier officiellement orienté contre l'Iran, est perçue par Moscou comme un encerclement progressif et une trahison de garanties données par l'Occident après la chute de l'URSS.

La France, qui comme Berlin n'est pas favorable à un rapprochement de l'alliance avec Kiev et Tbilissi tant que la situation politique dans

ces deux pays ne sera pas stabilisée, plaide pour un compromis, afin d'éviter que la Russie estime avoir gagné un « droit de regard » sur l'élargissement de l'Otan. L'élargissement à la Croatie et à l'Albanie est en revanche pratiquement acquis. Ces deux pays devraient recevoir l'invitation tant attendue, depuis 1999 pour Tirana et 2002 pour Zagreb. Un troisième pays des Balkans pourtant jugé apte lui aussi à adhérer, la Macédoine, paraissait sans grandes chances d'y être invité en raison d'un veto grec. L'ancienne République yougoslave n'a toujours pas réglé sa vieille dispute avec Athènes, qui bloque depuis 1991 la reconnaissance internationale de la Macédoine sous ce nom.

L'aptitude à faire face aux menaces sécuritaires d'une manière efficace et uniforme sera également à l'ordre du jour. Les participants se pencheront ainsi sur les questions de sécurité énergétique, de cyberdéfense et de défense antimissile.

L'inconnue demeure donc la position de la Russie. Le président russe Vladimir Poutine, invité-surprise du sommet de l'Otan, pourrait jouer le trouble-fête, comme il sait si bien le faire, mais aussi opter pour une « réconciliation » avec l'Occident avant son départ du Kremlin. La Roumanie,

hôte de cet important sommet, juge que le partenariat Otan-Russie demeure un élément stratégique pour le renforcement de la sécurité euro-atlantique. Vendredi prochain, c'est-à-dire au dernier jour du sommet, M. Poutine fera son apparition pour la première fois à l'occasion d'une réunion spéciale Russie-Otan alors que les différends se sont accumulés ces dernières années.

L'on s'attend notamment à ce que la Russie permette à l'Otan d'établir une voie terrestre de transport en direction du nord de l'Afghanistan, ce qui lancerait une coopération sans précédent. D'autres avancées sont possibles lors de discussions avec le président américain George Bush à Bucarest puis immédiatement après à Sotchi, dans le sud de la Russie. Le président américain, George W. Bush, soucieux de redorer son image avant de quitter le pouvoir, s'est même déclaré « optimiste » quant aux possibilités de venir à bout des réticences de Moscou face au projet américain d'installation d'éléments de son bouclier antimissile en Pologne et en République tchèque.

Autant de sujets qui donnent à ce sommet une dimension exceptionnelle •

AL AHRAM Hebdo
2-8 APRIL 2008